

Munich Economic Summit

Munich – 21 mai 2015

Allocution de Manuel VALLS, Premier ministre

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le vice-président de la Commission européenne, cher Valdis DOMBROVSKIS,

Monsieur le président de la Fondation QUANDT, cher Michael SCHAEFER,

Monsieur le président de l'IFO, cher Hans-Werner SINN,

Mesdames, messieurs les chefs d'entreprises,

Mesdames, messieurs,

Merci pour votre accueil et pour l'occasion qui m'est donnée de vous rencontrer, ici, au cœur de cette région de la Bavière. C'est la deuxième fois que j'interviens, en tant que Premier ministre, en Allemagne, devant des chefs d'entreprise. La première fois, c'était en septembre devant le BDI – certains d'entre vous étaient déjà là !

Le thème que vous avez choisi – « compétitivité et innovation » – a, pour le chef de gouvernement que je suis, une résonance toute particulière. La politique économique que nous menons en France est en effet entièrement tournée vers ces deux objectifs. Car être aux côtés des entreprises, leur permettre d'inventer, d'imaginer, de développer les industries, les technologies, les produits de demain, c'est agir pour la croissance économique. Et nous savons tous combien cette croissance est nécessaire pour créer des emplois et faire reculer le chômage.

Les clichés ont la vie dure – c'est peut-être moins le cas en Allemagne, pays de la cogestion ... – et voir un Premier ministre socialiste s'exprimer devant des chefs d'entreprises est toujours sujet à commentaires. Ils n'ont pas lieu d'être ! Mon rôle, c'est en effet d'aller au-devant des entreprises, des entrepreneurs, de tous ceux qui font la force de nos économies, qui créent cette richesse dont nos pays ont tant besoin.

Avec d'autres, j'entends incarner une gauche efficace, une gauche qui marche qui suscite le mouvement, favorise le talent, récompense l'effort. Ce qui ne veut pas dire renoncer à notre ambition de cohésion, de solidarité. Au contraire. L'histoire nous l'apprend : progrès économique et progrès social sont intimement liés.

Aujourd'hui, la politique menée en France commence à porter ses fruits : la reprise économique – même si elle est encore trop faible – est là. La croissance a été de 0,6 % au premier trimestre – elle est d'ailleurs plus élevée que dans la zone euro.

Nous devons donc amplifier cette action.

Et c'est bien sûr aussi à l'échelle européenne que nous devons agir. J'ai écouté votre intervention avec grand intérêt, monsieur le vice-Président. Toutes nos initiatives doivent tirer dans la même direction.

1. Restaurer la compétitivité

Celle de la compétitivité, d'abord.

Dans ce domaine, la France offre de nombreux avantages aux entreprises qui y sont installées : sa main d'œuvre de grande qualité ; sa démographie dynamique ; ses infrastructures ; son système financier.

Je n'ignore rien de l'image que la France peut avoir à l'étranger ... Je n'ignore rien non plus des faiblesses de mon pays – je suis lucide. Mais si je suis avec vous aujourd'hui, c'est pour contredire ces idées reçues qui voudraient que la France soit un pays bloqué, entravé par les conservatismes ; un pays incapable de se réformer. Nous faisons la démonstration du contraire.

*

C'est un fait : la compétitivité de la France a décroché au début des années 2 000. Nous avons cependant tardé – alors que nos économies sont de plus en plus ouvertes et font face à une concurrence internationale de plus en plus marquée – à prendre les mesures qui s'imposaient. L'Allemagne, elle, n'a pas hésité.

Cette époque est derrière nous : nous menons, aujourd'hui, un programme de réformes qui répond aux défis de notre économie.

Il poursuit trois grands objectifs.

D'abord, réduire la dépense publique. C'est la condition pour alléger durablement la pression fiscale qui pèse sur les entreprises, comme sur les ménages.

50 milliards d'euros d'économies budgétaires en trois ans – dont 21 sur la seule année 2015 – ont été programmés. Jamais un tel effort n'avait été réalisé en France. Cet objectif sera tenu, permettant à notre déficit de passer sous la barre des 3% d'ici 2017.

Deuxième objectif : alléger les charges qui pesaient trop lourdement sur les entreprises. Sur ce point, le constat était unanime, mais les décisions ne venaient pas. Nous nous y sommes donc attaqués avec détermination.

25 milliards d'euros de baisses du coût du travail en 2014 et 2015, et 15 milliards d'euros de baisses des prélèvements d'ici 2017. C'est, là aussi, un effort sans précédent qui donne de l'oxygène aux entreprises.

Enfin, troisième objectif : mener des réformes structurelles afin d'encourager, de libérer l'activité économique.

Nous avons ainsi lancé un vaste chantier de simplification, en particulier des procédures administratives, souvent trop nombreuses, trop complexes.

Nous réformons également le marché des biens, avec un accroissement de la concurrence dans de très nombreux secteurs, depuis le commerce de détail jusqu'à l'énergie, en passant par les taxis et les notaires.

Enfin, nous assouplissons le marché du travail en introduisant une « flexisécurité à la française » : plus de flexibilité pour les entreprises en période de crise et plus de sécurité pour les salariés, notamment en termes de formation.

*

Nous agissons. Et les premiers résultats sont là :

- ✓ Le coût du travail est contenu : il n'a augmenté que de 0,8 % depuis fin 2012, contre 2,4 % dans la zone euro.
- ✓ Le taux de marge des entreprises est en forte progression au 1^{er} semestre 2015.
- ✓ Et la confiance revient ... Les investissements directs étrangers ont bondi de 8% en 2014, après 3 années de stabilité.

Bien entendu, comme le Président de la République l'a dit récemment, il reste encore du chemin à parcourir. Et le projet de recommandation publié par la Commission européenne, la semaine dernière, nous encourage à poursuivre.

A poursuivre en ayant toujours pour ligne de conduite le sérieux budgétaire mais sans jamais casser la croissance qui revient. J'ai souvent eu l'occasion de m'entretenir sur ce sujet avec la Chancelière allemande.

2. Favoriser l'innovation

Restaurer la compétitivité de nos entreprises, c'est aussi agir à plus long terme, en misant sur l'innovation, la R&D privée et publique, l'éducation.

La France a été frappée - comme la plupart des pays de l'OCDE, et parfois plus durement qu'eux - par la désindustrialisation.

Nous devons réagir, car être une grande puissance économique, c'est d'abord être une grande nation industrielle. L'Allemagne, en particulier ici, en Bavière, a été une source d'inspiration. Vous avez en effet réussi à maintenir une industrie forte, aux produits reconnus. Je ne ferai pas l'article, ici, de la fameuse « *Deutsche Qualität* » : vous en êtes tous les meilleurs ambassadeurs !

*

En matière de politique industrielle - j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises - je crois à la main visible de l'Etat ! C'est à lui, aux côtés des acteurs économiques, de porter une vision, d'organiser les filières. De créer, en somme, un écosystème favorable.

C'est l'objectif de nos pôles de compétitivité, qui rassemblent sur un territoire des entreprises petites et grandes, des laboratoires de recherche, des établissements d'enseignement supérieur, pour mettre en commun les talents et susciter partout un effet d'émulation. Dans cette logique, nous allons d'ailleurs déployer le très haut débit sur l'ensemble du territoire d'ici 2022.

Encourager l'innovation, c'est aussi accorder les financements nécessaires. C'est la mission de la Banque Publique d'investissement, qui accompagne les PME dans leurs projets audacieux, là où les banques classiques ne les suivent pas toujours.

Encourager l'innovation, c'était aussi sanctuariser le crédit d'impôt recherche, qui est - dit-on ... - le meilleur dispositif mondial d'incitation fiscale à la R&D.

C'était soutenir des projets ciblés sur le numérique, la modernisation de l'industrie, la transition énergétique, la recherche et la formation, grâce au programme d'investissements d'avenir, doté de 47 milliards d'euros.

Nous avons voulu, enfin, faire émerger des leaders français, compétitifs au niveau mondial : le TGV du futur, les textiles intelligents, la chimie verte, la e-éducation, le big data ... Ce sont les plans de la Nouvelle France Industrielle, que l'Etat soutient afin de créer un effet d'entraînement.

Le numérique est, bien sûr, un moteur de l'innovation à part entière. Des projets franco-allemands en témoignent. J'irai, après notre rencontre, visiter une réalisation exemplaire : le centre de recherche créé conjointement, ici à Munich, par SIEMENS et la société d'ingénierie française ATOS.

3. La France et l'Allemagne dans l'Europe

Ce centre de recherche, c'est une démonstration supplémentaire - si tant est qu'il en fallait une - de combien nos deux pays sont liés.

Notre couple Franco-allemand - ce moteur de l'Europe - doit toujours veiller à son unité au travers de nos liens économiques mais aussi de notre partenariat politique, de nos échanges culturels, linguistiques. C'est pourquoi d'ailleurs la réforme du collège que nous menons doit permettre d'augmenter le nombre d'élèves germanistes.

L'Europe est notre destin commun. Et je suis de ceux qui regrettent profondément que les peuples en doutent si souvent. Face à la montée constante des populismes, il est de notre responsabilité collective de redonner au projet européen toute sa force.

*

Car l'Europe, c'est un enjeu vital pour notre rayonnement.

Dans un monde de plus en plus globalisé dans lequel nous avons face à nous des pays-continentaux, seule l'Europe a le poids nécessaire pour concourir avec les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde.

L'Europe, c'est aussi un enjeu social.

Nous sommes soumis à la concurrence des économies émergentes, qui font des progrès considérables dans les activités à haute valeur ajoutée. Et nous devons absolument éviter une course en Europe vers le moins disant – salaires les plus bas, droits sociaux les moins contraignants. Nous y perdrons tous !

L'Allemagne doit pour cela, je crois, montrer l'exemple. La modération salariale a permis une progression spectaculaire des exportations, et des excédents commerciaux considérables. Mais cette conduite ne peut pas être répliquée dans l'ensemble de la zone euro. Nos partenaires commerciaux ne l'accepteraient pas.

La France pèsera donc de tout son poids pour renforcer la convergence entre les économies de la zone euro. Le rapport des quatre présidents sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire fera des propositions en la matière - il doit être publié le mois prochain.

*

Renforcer la convergence de nos politiques implique également d'approfondir notre marché intérieur, base arrière de 500 millions de consommateurs. Nous devons nous appuyer sur ce marché pour mieux nous déployer partout dans le monde.

Aujourd'hui, nous n'y sommes pas. Un seul exemple : une PME numérique qui voudrait se développer dans l'Union européenne est aujourd'hui confrontée à 28 réglementations différentes ... Nous devons donc construire un marché unique du numérique qui permettra à nos start-ups d'avoir accès directement à un marché d'ampleur continentale. C'est la condition pour faire émerger de grands champions européens. Et nous devons en même temps établir des règles communes pour garantir la libre concurrence et éviter les abus de position dominante.

Renforcer la convergence entre nos économies, cela veut dire aussi lutter contre l'optimisation fiscale. C'est là une question de justice : certaines entreprises peuvent aujourd'hui échapper à l'impôt quand d'autres y sont soumises. C'est une question aussi d'efficacité économique. Des avancées ont été réalisées ces dernières années : la TVA sur le commerce électronique sera ainsi progressivement collectée sur le lieu de consommation. Nous devons poursuivre, notamment en prenant le chemin d'une harmonisation de l'impôt sur les sociétés.

*

Cette politique européenne convergente que je viens d'esquisser doit se mettre au service de l'investissement – moteur de la croissance et de l'emploi.

C'est l'objectif du plan JUNCKER de 315 milliards d'euros. Là encore, la France et l'Allemagne avancent ensemble : lors du dernier conseil des ministres franco-allemand, nous avons établi une liste commune de projets prioritaires. Nous devons ensuite amplifier ce plan pour répondre aux besoins considérables d'investissement dans l'Union européenne.

Les investissements sont en effet la clé de l'innovation. L'Europe doit faire la course en tête dans les domaines à haute valeur ajoutée. Je pense bien sûr à la transition énergétique et aux technologies bas-carbone, mais aussi au numérique.

Pour cela, nous devons développer encore la recherche. Et nous disposons d'un nouvel instrument : le brevet de l'UE. Il doit être opérationnel le plus vite possible pour encourager des inventions qui seront, pour la première fois, européennes.

L'Union doit également mieux articuler recherche fondamentale et recherche appliquée. Ce défi, qui vise à « aller de l'idée au marché » et ainsi à agir sur l'ensemble de la chaîne de l'innovation, nous devons également le relever collectivement, Etats membres et institutions européennes.

**

Mesdames, messieurs,

Le monde qui se transforme sous nos yeux, sous l'effet des bouleversements technologiques, est lourd d'incertitudes, il bouscule les positions acquises.

Notre rôle à tous c'est de ne pas nous laisser enfermer par le statu quo qui à terme nous condamne ; c'est de faire la part belle à l'innovation et à l'audace. Et ce sont des occasions comme celles-ci – des occasions de débattre, d'échanger nos points de vue, de prendre de la hauteur – qui permettent à notre réflexion sur ces sujets de progresser.

Quelle plus belle formation pour cela que la nôtre : entreprises françaises et allemandes, France et Allemagne – élus et acteurs du monde économique.

Alors merci encore de cette invitation, ici en Bavière. Et place à vos questions.

Je vous remercie
